A cet égard, je suis de nouveau d'accord avec le député de Peace River au sujet d'une remarque qu'il a faite à propos des intérêts provinciaux dans ce domaine. Comme je ne suis pas un homme de loi ni un expert des questions constitutionnelles, je ne demanderai pas à la Chambre d'être d'accord avec moi quant à la légalité ou la constitutionnalité exactes de notre position vis-à-vis les provinces à cet égard. Je comprends qu'elles aient un intérêt constitutionnel dans ce domaine même si je pense que la compétence fédérale vient avant tout. Quoiqu'il en soit, je considère cette question à la lumière de certaines observations que j'ai faites lorsque je détenais le portefeuille des affaires urbaines et que je me suis rendu compte de la concentration croissante dans les centres urbains.

J'estime donc qu'il faut procéder à des consultations avec les provinces et d'autres niveaux à l'égard de la politique d'immigration. Nous devons les consulter sur la quantité d'immigrants qu'on peut recevoir à un moment donné car après tout ce sont elles qui doivent accueillir les immigrants qui viennent au pays et elles doivent s'occuper d'eux au point de vue éducation, logement, bien-être et dans toute une série de domaines qui relèvent des provinces, même s'il s'agit de responsabilités partagées. Il faut que les provinces soient en mesure de mettre en œuvre les programmes du gouvernement destinés à venir en aide aux immigrants. Je pense qu'au cours de ces consultations il faudra tenir compte tant des facteurs sociaux et culturels que des facteurs économiques qui, bien sûr, sont également très importants.

Donc, je suis d'accord avec le député de Peace River sur la marche à suivre pour que cette question fasse l'objet d'une discussion à grande échelle et sur le fait que le processus parlementaire doit être entièrement respecté. Nous sommes tous deux d'accord quant à la nécessité de le faire. J'espère que nous pourrions produire une politique et la présenter au Parlement ou au comité compétent ainsi qu'à tout le pays et que nous pourrions recevoir des conseils et suggestions de tous les gens et groupes intéressés du Canada. Nous pourrions donc obtenir une majorité d'opinions similaires et adopter peut-être une position plus ferme et présenter un Livre blanc. Toutefois, nous espérons que d'ici là nous aurons présenté une loi qui reflètera la nouvelle politique libérale et constructive en matière d'immigration.

La question a été soulevée, et je pense que le député de Peace River en a parlé, et je me souviens bien qu'hier soir le député de St. Paul's a demandé si les procédures prévues par la loi sur les textes réglementaires ont été suivies l'automne dernier à la suite de l'abrogation du règlement 34 et de la modification du sous-alinéa (1) du règlement 28. Je peux seulement dire qu'on m'a assuré que la procédure prévue par cette loi a été suivie et que le renvoi exigé a été effectué. Je vous dis cela compte tenu des avis dont je dispose. Cette question a été soumise au Conseil privé et ensuite au ministère de la Justice. Donc la procédure prévue a été suivie.

Cela devient ensuite une affaire d'opinion. Légitimement, on peut débattre si un amendement sera ou ne sera pas valable dans une loi. Comme je l'ai dit, d'après les meilleurs avis des conseillers juridiques que nous avons, la procédure a été suivie. On nous a informés que c'était possible, et nous nous appuyons encore sur cette opinion.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Comment le ministre peut-il rejeter la décision de la Cour suprême?

M. Andras: Pour répondre au député, je dis qu'hier soir on s'est demandé si en vertu de la loi sur les textes

Immigration

réglementaires, un règlement a été soumis à l'approbation du Conseil privé et du ministère de la Justice, comme le prévoit cette loi. Je donne au député l'assurance, comme elle m'a été donnée, que cette procédure a été suivie. N'étant pas avocat, et comme nous demanderons l'autorisation d'interjeter appel de cette décision, je n'essaierai pas, et je ne pense pas non plus que ce soit l'endroit approprié pour le faire, même si j'en étais capable de contester la légalité de la décision de la Commission d'appel de l'immigration ou de la Cour fédérale dans le cas de Koo Shew Wan. J'ai mon opinion sur cette question, et je pense qu'elle sera traitée si on nous autorise à interjeter appel.

Le député de Peace River a mentionné également l'article 57 de la loi sur l'immigration et il a dit très pertinemment que c'est là le libellé qui donne les pouvoirs. Quant à savoir si ces pouvoirs prévus dans la loi—ils y sont nettement stipulés—sont excessifs ou non, je n'abuserai pas du temps dont dispose la Chambre pour répondre. Voilà le genre de questions, parmi tant d'autres, qui feront l'objet d'un examen efficace et constructif lorsque nous en serons au cœur même de l'étude de la politique d'immigration et du bill dont l'adoption donnera force de loi à cette politique.

J'admets avoir été frappé de la justesse de l'argument du député. J'ai appris dernièrement à apprécier la sagesse de ses suggestions. Il m'arrive souvent d'être surpris de l'étendue de l'autorité contenue dans la réglementation. Je me demande comment maintenir le délicat équilibre entre la souplesse requise et la rigueur possible de la loi. Les députés comprennent bien que la flexibilité s'impose souvent lorsqu'il faut, chaque jour, faire face à des situations différentes. Je sais, par exemple, que le système de points par lequel nous jugeons de l'admissibilité et de l'adaptabilité d'un candidat à la vie au Canada fut élaboré en 1967. Je vais, moi-même, étudier cet aspect. Peut-être devrait-on faire plus souvent l'examen de ces questions, surtout au début de l'application d'une nouvelle méthode. Personne n'est parfait, mais on commence toujours avec le désir sincère de découvrir une bonne solution. On s'aperçoit que l'expérience pratique dicte bien des modifications.

S'il fallait revenir à la Chambre chaque fois qu'on veut apporter des modifications, nous pourrions nous trouver en difficulté. Toutefois, je ne crois pas qu'on puisse alléguer qu'il n'y a aucune limite à notre action. La marge est peut-être un peu étroite et nous devons éviter tout excès de souplesse dans la réglementation et peut-être tout excès de rigueur dans la loi.

M. Baldwin: N'est-ce pas là l'utilité de la discussion en comité? Cette discussion n'est-elle pas utile en fin de compte?

● (1250)

M. Andras: C'est aussi une affaire d'opinion que de dire qu'une modification de la loi sur l'immigration aurait été une meilleure façon de procéder que la présentation d'une loi distincte. Il y a du pour et du contre. Nous avons choisi cette voie en reconnaissant, et nous l'admettons franchement, le caractère urgent de la situation, le moment de son évolution et ainsi de suite.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Les mauvaises causes font de mauvaises lois.

M. Andras: Ça c'est autre chose. En procédant ainsi par voie d'amendement, nous causerons peut-être certains inconvénients plus tard aux avocats car ils devront se